

# **Démocratie profonde, hégémonie et subjectivités émergentes**

*Candido Mendes*

## **HÉGÉMONIE ET SYNTAGME DÉMOCRATIQUE**

Le dialogue interculturel de nos jours suppose ce que représente l'analyse préalable des universels profondément exposés à la mondialisation, chaque fois plus saisis par l'hégémonie et par la perplexité sémantique qui contamine ces concepts. Et aucun d'entre eux n'est plus à l'épreuve que celui de la démocratie elle-même, comme prémisses de la légitimité de la cohabitation politique en nos jours, assurée par le maintien du pluralisme et de la liberté au vis-à-vis des peuples à l'entrée du nouveau siècle. Une telle condition d'hégémonie, accélérée

par les circonstances de domination mondiale de notre temps, peut aboutir au vide de cet universel, tant la force des contrôles demandés par le *rationale* du pouvoir passe par les extrêmes d'une idéologie (Nielsberg, Spire, 2004, p. 256 ss).

Le défi aujourd'hui proposé à la démocratie, exposée à cette situation limite, met en cause la condition propre au processus historique contemporain, lu comme l'avance de l'absolu de la raison (Habermas, 1978, p. 86) et de la civilisation propre au sillon des hommes dans le temps.

Dans la même mesure, la mondialisation rompt avec l'ancienne continuité historique comme déploiement de l'ensemble des cultures par leur propre pesanteur. Elle se fait porteuse de la civilisation occidentale au creusot des Lumières, mais aussi du déracinement vertigineux de leur traditionnel "en-soi" collectif. Le palier hégémonique est aussi celui du passage au virtuel de l'univers des différences, rendues à l'uniformité sans retour des contrôles sociaux, jusqu'au simulacre de leurs imaginaires (Baudrillard, 2004, p. 36).

De nos jours, et après la "guerre froide", au seuil de l'univers de la peur et de la "guerre de religions", la démocratie s'imposerait comme l'assurance d'un régime politique capable de cautionner le respect essentiel des différences d'intérêts et d'horizons en son sein. L'action du pouvoir supposerait, en termes idéaux, une neutralité intrinsèque à partir des jeux établis des majorités,

parallèlement au respect des minorités, selon le grand pacte de représentation fondateur de la modernité (Delmas-Marty, 2006, p. 204).

## RÉIFICATION ET RETOUR DE LA DIALECTIQUE

Dans le processus social de la dialectique de la *aufklärung* (Horkheimer, Adorno, Habermas), le progrès de la raison se comprendrait comme la conscience objectivée dans le jeu des institutions, par l'assurance croissante du pluralisme de la liberté d'expression et de la négociation majoritaire de l'intérêt général. Où resterons-nous, sur ce chemin, tant que l'hégémonie réifiera la raison, de pair avec un renvoi établi entre la société économique et politique? (Habermas, 1987) En ce parcours dévié, la démocratie répond au raz d'une idéologie universelle, quoiqu'elle puisse encore conserver l'idéal foncier d'origine dans les nations encore épargnées par l'enjeu lointain du pouvoir *urbi et orbi*. Si nous ne pouvons plus parler, actuellement, de périphérie comme au temps de la guerre froide, le progrès hégémonique n'élimine pas pour autant des nations laissées à leur volonté générale comme une espèce de némesis des procès historiques, vouée à l'engloutissement par la domination.

Avec la démocratie requise comme "placet" de coexistence avec le Salon Oval, le monde poursuit de nos jours l'avance de la dialectique, de la rationalité et du pluralisme en Europe Occidentale, comme bastion de cet-

te *aufklärung*. D'autre part encore, les valeurs intrinsèques de la démocratie s'exposeraient au grand large de la dialectique de la différence (Wierwoka, 2001), face à la contradiction fragile posée par l'hégémonie aux subjectivités collectives de notre temps. La volonté générale peut se remettre à la mobilisation primaire face à l'hyper domination au prix d'une défiguration institutionnelle de la démocratie. Tel serait le cas des régimes du Venezuela, de la Bolivie ou de l'Équateur, où la légitimité des élections revient aux mesures de leur affrontement national face aux contradictions globales du système hégémonique.

L'Union Européenne perpétue les Lumières et la Révolution dans la conquête de la liberté, des droits de l'homme et de la croyance en l'action de l'État comme pourvoyeur effectif de ce que l'on nomme le "bien commun". Une telle poussée ne reconnaît que l'espace public, où le pouvoir se meut au fiat démocratique.

Ce moment de l'*aufklärung* dépasse aujourd'hui aussi le moment réifié de ce pluralisme à travers la quête de l'alternative socialiste (Negri, 2007) surpassée, dans la globalisation, par l'emprise de l'état général du système, comme espace d'un marché dont les règles passeraient au domaine politique, où la démocratie se verrait comme une compétition, un jeu dorénavant lesté du pouvoir.

Les "volontés générales", dans les vieux scénarios nationaux, exprimaient des souverainetés vues aujourd'hui comme la nostalgie des différences et des pluralismes contraints à l'uniformité sans retour.

La guerre froide fut remplacée par ce joit inouï du pouvoir tous azimuts, aux règles inédites des exponentiels des contrôles collectifs. L'hégémonie succède aux vieux empires avec leurs frontières diffuses et après le jeu au contraire des confrontations millimétriques des boutons atomiques, pour aboutir à cette vraie réification de la réalité, telle que la permet la guerre préemptive et l'annulation de l'évènement (Baudrillard, 2007) par son script virtuel.

### **CONTRADICTION ET PARALLAXES DE LA VOLONTÉ GÉNÉRALE**

Les bonds de ce réductionnisme peuvent même échapper aux prédictions normales du vieux jeu dialectique du pouvoir face au processus historique. La virtualité n'est qu'au début de cette réification des représentations collectives où se rencontreraient les architectures politiques. En effet, comme le montrent les analystes de la nouvelle complexité sociale (Sève, 2005), nous nous frayons un univers où les parallaxes remplacent (Žižek, 2007, p. 13-5) les points nodaux, les tensions traditionnelles des contradictions dans les scénarios bien réglés des Lumières.

Il ne s'agit pas seulement de faire attention à la chute du syntagme démocratique, tant la rationalité trouve aujourd'hui — et justement en dehors du placet dialectique — des hétérogénéités radicales hors du pôle hégémonique. C'est le cas de la revendication nationale dans le

vieux tiers-monde où les volontés générales, redevenues mobilisatrices (Santos, 2007), échangent les assurances de l'espace et des droits de la personne dans la société par le maintien de leur survie comme sujet collectif.

La réflexion libérale au XX<sup>ème</sup> siècle, et après l'effritement socialiste, a vécu la contradiction de la dynamique autoritaire dans l'avancée économique et sociale du bien être (Desportes, Mauduit, 2002). La dominance du modèle libéral n'éliminait pas la croyance en une nouvelle médiation de l'économique par le politique. La croyance en l'*aufklärung* ne verrait la mondialisation que comme échappée d'une démocratisation, en régie d'un vrai marché universel mené à son point omega.

Dans une vision idéale, l'assurance du transcendant démocratique se jouait sur le rejet de toute préemption finale de consensus dans un système de pouvoir, bien qu'empiriquement admissible à la longue par les jeux de majorité arrivés à leur limite (Bougnoux, 2007). Où resterons-nous sur ce chemin, tant que l'hégémonie réifiera la raison, de pair avec un renvoi établi entre la société économique et politique? En dehors de telles matrices et face à la tension hégémonique, c'est la dite némesis de la réification forcée par le Salon Oval qui se met en marche, même au prix de la rupture du modèle démocratique.

L'impératif ontologique de la démocratie naîtrait de cette caution nécessaire de la différence au concret de

l'histoire et de l'assurance de tout progrès du processus social. Celui-ci, en effet, ne mènerait pas à un monde libéral débloqué à jamais pour proclamer la "fin de l'histoire" ou à "cet entendement" des hégémonies comme maladie infantine d'un système, au seuil de nouvelles et riches dialectiques" (Sève, 2005).

### **MAJORITÉS ET RELATIVITÉS D'ÉCHELLES**

Le *caveat* de la rationalité survivrait néanmoins à toute tentative de saisie hégémonique, tant se maintient la croyance dans les nouvelles conditions d'hyper-complexité de la vie collective d'une entropie inévitable de tout état général du système, de même qu'un renouveau de leur convergence ou de leur intégration, rêver, par exemple, de la théorie de la relativité d'échelles ou des constructions fractales (Notalle, 2001).

La nouvelle complexité, sans jamais quitter le réseau environnant, tamise ces conditionnements, crée même des îles d'impunité nationale provisoires capables d'ébaucher des réactions à l'empoigne générale de la mondialisation et de l'exponentiel des nouveaux contrôles, à longue échéance.

Ce sont donc des temps de trêve, ceux où les anciennes périphéries issues de la guerre froide essaieraient de reprendre leur court jalon d'initiatives historiques en profitant de ces moments encore flous de la logique hégémonique.

De toute façon, sur tout ce nouveau seuil d'articulation, le Salon Ovale ne permettrait que sous le "placet" original de telles percées de l'exercice de la démocratie par ces régimes, qui se permettraient ensuite le risque calculé de leur affrontement avec l'hégémonie.

De même, la flexibilité sociale intérieure assurée par des élections générales et l'indépendance des pouvoirs permettrait à ces pays, encore en voie de développement, l'expression de différences sociales retardées ou fossiles, face à la nation qui devrait les absorber. La mise en oeuvre de la démocratie, prématurée selon plusieurs, mettrait à jour des entités collectives encore non consolidées, en revendication résiduelle.

### **HÉGÉMONIE, DÉMOCRATIES ET MARCHANDAGES RÉSIDUELS**

À côté des diachronies qui résultent de la règle de reconnaissance de l'hégémonie et d'issues historiques qui leur permettraient un tel jeu, l'initiative échappée au centre hégémonique dépendrait toujours des accidents géopolitiques encore imposés au pouvoir *urbi et orbi*. Un marché de matières premières est encore détenu par les périphéries, leur donnant un pouvoir d'initiative inattendu. C'est ce qu'exprime, par exemple, le contrôle des ressources pétrolières dites "excentriques" et qui font la base de la teneur nationaliste de Chávez en Amérique Latine. De même, ce marchandage résiduel investit des pays



qui ont bénéficié de la dispersion relative des contrôles de la production atomique, rescapés de la “guerre froide” du bilateralisme russe américain. Au tout début de l’articulation hégémonique, Téhéran et Caracas jouirent de la trêve de coexistence assurée par le “placet” démocratique. Le gouvernement Khatami remplaçait le régime Khomeyni dans l’état théocratique iranien par des élections internationalement respectées, de même que Chávez au Venezuela. La légitimité populaire n’empêcha pas les deux gouvernements d’affronter le Salon Ovale par la mobilisation continuelle de leur opinion publique, bercée par leur majorité électorale. Chávez pourrait s’épauler sur ses ressources pétrolières, de plus en plus stratégiques en cas de perte de l’alternative du Moyen-Orient. La force populaire de Mahmoud Ahmadinejad lui permettrait d’aller encore plus loin dans le passage de la confrontation par la viabilité de son gachet atomique. En proie à un rassemblement limite de la polarité islamique en Moyen-Orient face à Israël, il cria la mécréance du fait de l’holocauste.

Les deux pays, profitant du départ permis par une reconnaissance démocratique de leur légitimité subirent tout perfectionnement institutionnel subséquent au maintien, préalable et continu, de la tonique mobilisatrice et plébiscitaire vue comme essentielle pour marquer, en tant que priorité historique, l’appui populaire massif à la confrontation externe avec la mondialisation montante.

Les “jeux faits” par l’hégémonie entre le marché et le premier monopole universel du pouvoir se passe en des temps sociaux distincts (Gosselin, 1996) dans des zones d’impunité encore échappées au conditionnement sans restes d’oppositions de modèles globaux et d’intérêts souverains des nations; dans ce cas, volonté générale comme expression d’une souveraineté rendue consciente de son risque d’engloutissement hégémonique?

C’est dans une telle perspective qu’est reprise par Chávez la discussion de la représentativité des partis, du sens de leur pluralisme, des médiations entre la représentation et la société, de la soumission des mouvements sociaux aux syndicats et, dans les institutions, du dépassement de la marginalité et de l’anomie collective. Une telle demande de fond impliqua le renvoi démocratique classique entre les pouvoirs de l’Exécutif et du Législatif, l’octroi des dites “mesures provisoires” qui donnent au Président, en effet, le commandement normatif du pays. La réforme constitutionnelle, dans l’immédiat, doit consacrer toutes ces entorses à la trajectoire espérée du perfectionnement démocratique intrinsèque, à la suite de la légitimité fondatrice des élections libres. Cette nouvelle dialectique du renversement démocratique calculé ne fait qu’émerger au Venezuela, en Bolivie et en Équateur. Mais il s’agirait aussi de savoir jusqu’où se transposerait de la même manière, en chaîne, la priorité de la contradiction menée par Caracas, La Paz et Quito, en plus de leur présente refonte institutionnelle.

## **PRIORITÉS HISTORIQUES ET REVERSIONS DE MODÈLES DÉMOCRATIQUES**

L'expression, par des élections légitimes et à leur risque, de ces "volontés générales" mettrait tout d'abord en cause ce dépaysement intérieur, sinon cette identité collective résultant du niveau de marginalité sociale, du fait de la contradiction prolongée de son *status quo* (Neira, 2005). L'élection de Correa à Quito permet un choix exemplaire d'options politiques. L'opposant du vainqueur était le symbole même de l'inertie du système comme expression du *latifundio* dans son extractivisme outrancier. La dépendance néocoloniale se mêlait à un néolibéralisme sans ambages, au transfert à la plus nette hégémonie. Telle se présentait la candidature de Noboa, la plus grande fortune de l'Équateur issue de l'exportation bananière et la victoire de son opposant apportait au vote un changement qualitatif du modèle. Son souffle de mobilisation gagnait une portée vraiment plébiscitaire. Les nouvelles majorités se manifestaient pour un candidat sans parti, face aux représentations simultanées au Congrès. La volonté générale se concentrait dans l'élection du chef de l'État, se souciant peu du Parlement et mettant en cause le changement nécessaire de la démocratie, telle que vue par la tradition du régime. La vague en faveur de Correa rendait implicite un changement subséquent du système, exactement pour assurer ce contenu plébiscitaire de l'option de vote. Elle mettait en cause la discussion

du nouveau poids des oppositions, la modification du régime des majorités ou des amendements constitutionnels et des interdépendances plus poussées entre le Judiciaire et le Législatif (Rawls, 1999).

L'élection créa en effet un mandat pour une Assemblée Constituante passée à la réforme constitutionnelle, où l'assurance du choix anti-*status quo* mit en cause le maintien des pluralismes, des minorités et du contre-poids majoritaire.

Une perspective analogue avait déjà été mise en cause par la victoire, deux ans plutôt, de Evo Morales en Bolivie. Dans ce cas, la contradiction du *status quo* ouverte par le néolibéralisme mena aux polarisations régionales au risque de cassures dans le pays. Le succès, aussi plébiscitaire, de Morales, amena l'émergence de possibles voix ethniques (Lauer, 2006) dans la reconnaissance des extraits indigènes surgis de l'anomie économique du *status quo*.

La recherche d'une identité nationale émergente avancera par la dialectique entre l'affirmation de la marginalité, au sein des "campesinos" et la poussée indigène dont le CONAIE serait la force mobilisatrice. En Bolivie, menée la praxis stricte en fondatrice, le MAS passa, en dix ans d'histoire, d'un mouvement *cocalero* à une demande nationale au socialisme, protagonisée par Evo Morales. En pleine polarisation, il passait de 3,7% des votes en 1998 aux 53,7% de 2005. De même, se présenterait le dilemme des deux Bolivies, la fracture coloniale rencontrant la réaction de la collectivité pour soi mais dessinée aux frontières régionales.

L'Altiplano contrecarrait l'Orient dans le progrès traditionnel du pays. Le corollaire inévitable de ces reprises identitaires dans le sillon démocratique est la vision du territoire, d'emblée avec une même refonte des institutions pour faire avancer la volonté générale qui mena Morales au pouvoir. Il s'agirait donc, à côté de cette exposition du gouvernement, de l'aménagement des priorités sous-nationales de l'identité collective du pays et du renforcement immédiat d'une nouvelle "mise en œuvre" de ses ressources pétrolières, avec le renfort de l'alliance avec Chávez.

### **SUBJECTIVITÉS COLLECTIVES ET ASYNCHRONIES SOCIALES**

Le gouvernement fit face à ses ruptures intérieures, grâce au soutien du Venezuela, par une politique de donation et d'assistance à leurs besoins sociaux immédiats. *L'impromptu* démocratique éveilla donc, dans ces anciennes périphéries du système pré-hégémonique, cette asynchronie de tensions provoquées par l'extrême exploitation de l'ancien régime et la nécessité d'un alignement international, en avance sur les impératifs de l'hégémonie, en temps lourd. La trêve naissante du fait d'un marché demandeur de pétrole, comme celui des États-Unis risquait de provoquer, par la mobilisation démocratique, les déchirures de pré-identités collectives au prix du modèle des élections représenta-

tives. En effet, l'avènement de l'hégémonie se marquera en Amérique Latine Andine par ce contrepoint préalable, tant il exprimera ce désir foncier de changement, de rupture, de chance de contre-balancement de toute reprise possible du vieux régime par les élections, face à l'avènement des options nettes de priorités historiques (Mariategui, 2002).

Les nouveaux choix des Assemblées Constituantes en Équateur et en Bolivie pourront mener à des options surprenantes pour profiter de la densité du message des dernières élections. Il s'agirait, pour certains, et paradoxalement, de nouveaux perfectionnements de la démocratie, emportant le plébiscite au sein de la routine décisoire; du *recall* en sa séquence, où de nouvelles structures fédératives pourraient s'appuyer sur l'expression d'identités encore mal intégrées à l'expression nationale de ces pays où le néolibéralisme succéda immédiatement au modèle colonial. Les tentatives de la Serbie auprès de l'ONU pour assurer la liaison avec le Kosovo auront peut-être préfiguré les risques d'une brisure du pays Aymara en profitant des nouvelles ouvertures que les Nations Unies offrent aux négociations internationales des régions liées à une même souveraineté (Žižek, 2007).

### **VOLONTÉ GÉNÉRALE, MARGINALITÉ ET CONSCIENCE FONDATRICE**

Face au paradoxe du jeu démocratique en temps d'hégémonie, cette même Amérique Latine est renforcée par l'atout de la convergence croissante entre le dé-

veloppement économique et le respect démocratique au plein soutien d'un État de Droit approfondi (Touraine, 1994). Le Brésil d'aujourd'hui joint l'effort soutenu de prospérité à celui d'une démocratie profonde, mise au service d'un *leadership* international émergent. Le pays de Lula bénéficie de ce renvoi entre les deux développements. Le respect des droits humains est accru par un perfectionnement du régime démocratique, affirmé d'abord par l'action inter-pouvoirs à travers la création d'un premier contrôle du Judiciaire à partir d'un Conseil National de Justice auquel participent l'Exécutif et le Congrès et surtout les représentants de la société civile. La nouvelle organisation a pu exiger une productivité inédite de ce même Judiciaire, a réussi à contrecarrer son népotisme et à promouvoir les actions dites populaires, ainsi que l'élimination des privilèges du jugement des membres du pouvoir Législatif. De même, l'avance de la loi dite de "Responsabilité Fiscale" réduit la dépense du budget à l'avantage des clientèles ainsi que leur appropriation de l'argent public. Et surtout, le perfectionnement démocratique s'exprime dans le plein octroi de la compétence de la police pour aller au fond de la corruption, en instaurant des investigations sur tous les Pouvoirs, en révisant leurs immunités et en les exposant aux condamnations pour les crimes dits des "cols blancs" (Mendes, 2006).

L'arrivée au pouvoir démocratique de l'autre Brésil, grâce à la victoire de Lula, n'empêcha pas la contamina-

tion de son parti par l'appareil, au bénéfice des avantages multiples de ses membres, car il leur était impossible d'échapper à cette corruption, devenue la "seconde nature" des régimes noués par des structures coloniales de domination (Dos Santos, 2005).

Le PT n'a donc pas échappé à cette charge classique du *status quo* exposé à sa praxis historique. Il en subit les conséquences, mais inaugura cette procédure d'investigations qui, pour la première fois, parvint à menotter des gouvernants et ne s'arrêta pas à la porte des ministères. Le parti en subit les conséquences, mais cela n'empêcha pas le maintien de la force de la victoire de Lula pour un deuxième mandat, victoire poussée par une conscience populaire de fond. C'est tout un éveil primaire de l'option pour Lula qui se manifeste dans les cas historiques où la démocratie profonde, dans les pays d'Amérique Latine, tient à son choix de base (Larreta, 2005), malgré les partis qui devraient l'incarner, comme dans le cas brésilien, ou une absence totale de parti, au tout début, comme le montre l'Équateur.

## **DÉMOCRATIE PROFONDE ET DIFFÉRENCES DE TEMPS SOCIAUX**

Ce soutien a lieu, dans le Brésil de nos jours, en pleine répétition de la "volonté générale", au cours d'élections transparentes et en marge d'une reprise du *status quo* et de la pression médiatique, qui fait son cheval de bataille du



scandale de la corruption du parti dit irréprochable. Que représente ce renforcement de Lula au sein du gouvernement, en dépit de la démoralisation du parti, moyennant le refus de tout populisme ou d'une option charismatique à la Chávez des hommes providentiels à la tête de *leaderships* sans retour? En effet, c'est cette même culture démocratique qui était à l'origine de ce fait, il y a trente ans, grâce au vote universel et obligatoire étendu au Brésil dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle (Santos, 2007). Le parti est différent, car le PT misa sur l'accès au pouvoir des radicalement démunis par le vote et non par la violence, à l'inverse du Sendero Luminoso du Pérou et des FARCS en Colombie à la même époque. Une conscience primordiale d'avènement de citoyenneté bâtit les démunis en tant que sujets politiques et assura le maintien de leur discipline et de leur cohésion pendant les trois décennies d'une longue marche de déroutes et de reprises, au cours de trois élections, pour finalement accéder au pouvoir.

La victoire se traduisit par une jouissance immédiate du symbole de l'entrée de l'ouvrier au Palais, créant une nouvelle loyauté au régime, résistante aux prédictions normales d'usure de toute majorité parvenue traditionnellement au pouvoir. Ce qui est en cause, avec le "peuple de Lula", c'est cette conscience collective concrète qui s'oppose à l'"opinion publique" classique dominée par l'*establishment*, de la concentration des richesses et

de la classe moyenne, exposée au massacre de la vision immédiate de la réalité politique par les médias.

Parallèlement à l'approfondissement démocratique, le début du deuxième mandat montra, paradoxalement pour les oppositions, la résistance populaire pour Lula aux dépens des jugements de corruption, du scandale des "mensualités" comme paiement de votes pour le gouvernement qui rallumèrent l'offensive classique, moraliste de l'*establishment*, pour anéantir les options de changement véritable. Le régime de Lula évoque l'élection de Vargas dans les années 50. L'essentiel est que le Président soit entièrement conscient de cette écoute populaire, qu'il la tienne jour après jour, de même que l'affirmation concrète infiniment répétée d'un tel lien, dans le langage immédiat qui est tout le contraire de la tentation charismatique d'empoigne du gouvernement (Mendes, 2005).

## **OPINION PUBLIQUE ET CONSCIENCE POPULAIRE**

L'affaiblissement du parti amène Lula, au cours de son deuxième mandat, à une politique de coalition et de surenchère pour assurer, avec le partage des postes au gouvernement, les majorités au Congrès. On remarquera cependant que le succès du Planalto dépendra moins des grandes réformes tributaires, universitaires ou de la Sécurité Sociale, qu'effectivement de l'avance du programme d'œuvres publiques de l'Exécutif; du pays comme un

“chantier de travaux” demandé par l’infrastructure de l’aménagement urbain du territoire.

Les blocages éventuels que Lula affrontera au Législatif ne nuiront pas à la notion réelle du gouvernement appuyé par la conscience populaire qui lui donne, même indépendamment des résultats, la continuation de cette lune de miel issue de l’impact inédit et prolongé de l’ouvrier au Planalto.

Le PAC — le Plan du gouvernement fédéral — s’ajoute aujourd’hui de croissance accélérée au profil d’un gouvernement différent dans un imaginaire du changement effectif. S’il bénéficie du souvenir de Kubitschek, il le doit dès le début à la marque de Vargas, assurée sans retour par le suicide du Président en bénéfice du Brésil des démunis (Mendes, 2005).

Lula se donne à cette magistrature du symbole, vouée à l’impromptu de son discours, de son intimité avec un langage simple et à son recours aux proverbes de la sagesse populaire dans la construction inédite de la proximité quotidienne de la gestion de la “chose publique” du pays.

### **ACCÈS CIVIQUE ET REPRÉSENTATION**

A cette étape de son deuxième mandat il devra parler des gains obtenus dans la véritable pesanteur historique d’une inertie positive, gagnée aux manœuvres classiques de déstabilisation du *status quo*. Cette

conscience de l'option se reflète surtout dans les bénéfices d'une amélioration économique résultant beaucoup plus d'un système d'accès aux services que de la simple incorporation des marginaux sur le marché de travail selon la vision classique d'une économie de marché. La "Bourse-Famille" (allocations familiales pour les plus démunis) assura la perception première et définitive de cette mobilité au bénéfice de 14 millions de familles, menées, avec l'accès à l'éducation et à la santé gratuite, à l'expansion directe de leurs budgets particuliers. La réponse populaire à Lula ne passa donc pas par le parti ou le syndicat, ni par les mouvements sociaux, mais par la perception de ce programme de la "Bourse-Famille", de l'apprentissage massif des familles paysannes et du freinage du flux urbain. Il n'est pas question d'un "lulisme" en échange du "pétisme", mais de cette expérience inédite de la perception d'un progrès dans le revenu et de la pleine liberté politique face à la menace des coups classiques du *status quo*.

Le dépassement de ces derniers blocages conduit le Brésil vers un nouveau seuil de l'avancée de la démocratie profonde que peut promettre la fidélité du régime à l'État de Droit. Plutôt qu'aux réformes politiques en question, prônées au grand air par le *status quo*, le régime brésilien, en dehors des jeux faits et des acquis de la représentation, ne fait que débiter dans le développement de cette conscience civique primordiale, permise par l'avènement du PT. Ces défis nous ramènent à la re-

prise de l'initiative des mouvements sociaux; de l'articulation entre les syndicats et des bénéficiaires de la "Bourse-Famille"; de la réorganisation des finances publiques demandée par la priorité fédérale des investissements en éducation et en santé publique, du nouveau régime de coalition politique pour le changement.

De toute façon, Lula est déjà un exilé du "lulisme" et demande à la démocratie profonde la présence active des majorités dans un processus continu de changement pour se donner un partage de majorité forcée au grand vent des libertés, à la reconnaissance de la conscience populaire, au tout début d'un destin fait option.

## BIBLIOGRAPHIE

- ANTOUN, Henrique (2005). "Virtual Communities and Democratic Space". In: MENDES, Candido (coord.); LARRETA, Enrique Rodríguez (ed.). *Real, Simulacrum, Artificial Ontologies of Postmodernity*. Rio de Janeiro, Unesco-ISSC-Educam, Agenda of the Millennium.
- BAUDRILLARD, Jean (2004). "Le virtuel et l'événementiel". In: *Hégémonie et civilisation de la peur*. Rio de Janeiro, Educam-Académie de la Latinité, Textes de Référence.
- (2006). "Les exilés du dialogue". In: *Culture of the Difference in Eurasia—Past and Present in the Dialogue of Civilisations*.

- Rio de Janeiro, Educam-Académie de la Latinité, Reference Text.
- (2007). “The Event and the Swallowing of the Event”. In: MENDES, Candido (coord.); LARRETA, Enrique Rodríguez (ed.). *Subjectivity at the Threshold of the Digital Culture: The Self in Network*. Rio de Janeiro, Unesco-ISSC-Educam, Agenda of the Millennium.
- BOUGNOUX, Daniel (2007). *La crise de la représentation*. Paris, La Découverte.
- DEBRAY, Régis (2006). *Supplique aux nouveaux progressistes du XXI<sup>ème</sup> siècle*. Paris, Gallimard.
- (2007). *L’Obscénité démocratique*. Paris, Flammarion.
- DELMAS-MARTY, Mireille (2006). “Asynchronie — La pluracité des échelles de temps”. In: *Le pluralisme ordonné. La couleur des idées*. Paris, Seuil.
- DESPORTES, Gérard; MAUDUIT, Laurent (2002). *L’Adieu au socialisme*. Paris, Grasset.
- DOS SANTOS, Fabiano (2005). “A Ruína do PT”. In: *O País de Lula, e Agora?* Educam, Rio de Janeiro.
- GOSSELIN, Laurent (1996). *Sémantique de la temporalité*. Paris, Duclot.
- GUADIN, François (2005). “Y-a-t-il de la non linéarité en sémantique”. In: SÈVE, Lucien. *Emergence, complexité et dialectique*. Paris, Odile Jacob.
- GUESPIN, Michel; RIPOIL, Camille (2005). “Systèmes dynamiques non lineaires”. In: SÈVE, Lucien. *Emergence, complexité et dialectique*. Paris, Odile Jacob.
- HABERMAS, Jurgen (1978). *Raison et légitimité*. Paris, Payot.
- (1987). Théorie de l’Agir communicationnel. In: T. I: *Rationalité de l’action et rationalisation de la société*; T. II: *Pour une critique de la raison*. Paris, Fayard.
- (2007). *Idéalisation et communication*. Paris, Fayard.
- JAMESON, Fredric (2005). *Modernidade Singular: Ensaio sobre a Ontologia do Presente*. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.
- LAUER, Mirko (2006). “Etnopolítica”. In: *La cultura politica peruana. Un Glosario*. Lima, Grupo La Republica.

- MARIATEGUI, Juan (2002). *Militarisme, développement capitaliste et réforme agraire. Le cas du Pérou — 1968-1980*. Lima, Clenala.
- MENDES, Candido (2003). “Cyberspace and Common Place”. In: *Real, Simulacrum, Artificial: Ontologies of Post Modernity*. Educam, Rio de Janeiro.
- (2004) “Hégémonie et réification de la différence: Les sous-médiations au travail”. In: *Hegemony and Multiculturalism*. Academie de La Latinité. New York.
- (2004). “L’Hégémonique à l’assaut de l’universel — Les logiques éclatées de la différence”. Educam, Rio de Janeiro.
- (2005 ). *Lula depois de Lula*. Rio de Janeiro, Garamond.
- (2006). *Lula apesar de Lula*. Rio de Janeiro, Garamond.
- MONTOYA, E. (1980). *Capitalismo y no capitalismo en el Perú*. Lima, Mosca Azul.
- NEGRI, Antonio (2007). *Goodbye Mister Socialism*. Seuil, Paris.
- NEIRA, Hugo (2005). “La democracia o el paradigma perezoso. La crisis de los paradigmas”, p. 622-55. *Hacia la tercera mitad Peru XVI-XX. Ensayos de relectura herética — 3ª Edición* Siklos, Lima.
- NIELSBERG, Jérôme-Alexandre; SPIRE, Arnould (2004). “Déconstruction de la mort des idéologies; le Libéralisme comme idéologie”, in *L’Idéologie toujours présente*. La Dispute, Paris.
- NOTTALE, Laurent (2001). “La théorie de la relativité d’échelle”. In: *Revue de synthèse*, n. 1. Paris, Albin Michel.
- QUIJANO, Anibal (2004). “El movimiento indigena y las cuestiones pendientes”. *Política Externa*, v. 12, n. 4. São Paulo, Instituto de Estudos Internacionais, USP.
- RAWLS, John (1999). *The Idea of an Overlapping Consensus in Rawls, John Collected Papers* (ed. Samuel Freeman). Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press.
- SANTOS, Wanderley Guilherme dos (2007). *O Paradoxo de Rousseau — Uma Interpretação Democrática da Vontade Geral*. Rocco, Rio de Janeiro.
- SÈVE, Lucien (2005). *Emergence, complexité et dialectique*. Coord. Janine Guespin. Michel Odile Jacob, Paris.

- TOURAINÉ, Alain (1994). *Qu'est que la démocratie?* Fayard, Paris.
- (1997). *Pourrons nous vivre ensemble?* Egaux et différents. Fayard, Paris.
- (2000). *La recherche de soi. Dialogue sur le sujet* (avec Farhad Koshrokovar). Fayard.
- VICTORRY, Bernard Fuchs Catherine (1996). *La polysémie, construction dynamique du sens*. Hermès, Paris.
- WIEVORKA, Michel (2001). *La différence*. Paris, Ballard.
- ŽIŽEK, Slavos (2005). *The Parallax View Introduction — The Traps of Ontological Difference*. The Mit Press, Cambridge, Massachusetts, London.
- (2007). “L'Hégémonie et ses symptômes”. In: *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*. Climats, Paris.